



Travailleur social référent évaluations informations préoccupantes - H/F

Référence : 24-2911

Poste permanent

VILLE-LA-GRAND

- ✓ Catégorie fonction publique : A
- ✓ Localisation : VILLE-LA-GRAND
- ✓ Type de recrutement : Poste permanent
- ✓ Bassin géographique : Bassin du Genevois
- ✓ Durée hebdomadaire de travail : 39h00
- ✓ Filière / cadre d'emplois : Médico-sociale - Puéricultrice territoriale
- ✓ Métier/Champ d'action : Services à la population
- ✓ Métier/Domaine d'action : Social
- ✓ Métier : Travailleuse / travailleur social-e
- ✓ Temps de travail : 100%
- ✓ Filière / cadre d'emplois : Sociale - Assistant territorial socio-éducatif

Finalité du poste

Placé sous l'autorité du responsable technique, le travailleur social est chargé de l'évaluation des informations préoccupantes au sein d'une équipe dédiée évaluation nouvellement constituée.

Il s'articule de manière étroite et synchronisée avec les autres postes de travailleurs sociaux des Pôles Médico-Sociaux (PMS) et de la Direction Enfance Famille (DEF).

Il exerce ses missions sur tout le territoire concerné par la situation du ou des mineur(s).

Il met en oeuvre les missions qui lui sont confiées dans le respect du cadre institutionnel et des règles éthiques et déontologiques qui régissent sa profession.

Au quotidien voici les missions sur lesquelles vous interviendrez :

- Prévention et protection en faveur de l'enfance et de l'adolescence :
 - vous serez en lien direct avec la DEF et le Service Départemental de Recueil des Informations Préoccupantes (SDRIP),
 - vous serez chargé de procéder à l'évaluation des informations préoccupantes de mineurs.
- Vous pourrez procéder de manière immédiate et rapide à l'évaluation de situations particulières de danger ou de risque de danger d'un mineur.
- Vous vous coordonnez, pour l'évaluation, avec l'ensemble des professionnels ayant une connaissance du mineur et de sa famille.
- Vous mettez tout en oeuvre pour procéder à l'évaluation de la situation du mineur en respectant les délais, celle-ci pouvant être parfois réalisée en urgence.
- Vous réunissez tous les éléments d'information nécessaires à l'évaluation de la situation du mineur auprès de la famille, de l'environnement social et des personnes ressources de celle-ci.
- Vous procédez à la mise en oeuvre des entretiens avec les titulaires de l'autorité parentale du mineur concerné en assurant leur information et en recherchant leur adhésion.
- Vous élaborez un rapport d'évaluation comportant une préconisation d'orientation pour le mineur concerné, dans le respect du droit des usagers.
- Vous saisissez votre activité dans le logiciel métier Solis.
- Vous respectez les procédures liées à la mission et vous appuyez sur les outils méthodologiques y afférent (référentiel CREAL, fiches navettes de coordination...).
- Vous apportez votre collaboration au travail de réseau.
- Vous participez aux instances nécessaires à la réflexion et/ou décision des situations familiales évaluées.
- Vous pouvez participer aux audiences du tribunal.

Pour réussir sur ce poste vous disposez nécessairement de ces savoir-faire justifiés par une expérience :

- **Savoirs et savoir-faire**

- Être titulaire du diplôme d'État d'assistant de service social, d'éducateur spécialisé ou de conseillère en économie sociale et familiale ou d'infirmière puéricultrice. Les CESF devront avoir été formées à la protection de l'enfance.
- Connaissance affirmée du dispositif et des publics de la protection de l'enfance
- Bonne connaissance et maîtrise des outils informatiques
- Être titulaire du permis de conduire B.

Vous avez un réel intérêt pour la protection de l'enfance et pour le travail en équipe, vous êtes reconnu pour votre sens du service public, votre disponibilité et votre facilité à travailler en coordination pluri-institutionnelle et pluridisciplinaire, alors ce poste est fait pour vous. Nous attendons votre candidature avant le 9 octobre 2024.

Si vous rejoignez notre collectivité, voici nos avantages :

- Poste à temps complet, 39h/semaine (25 jours de congés, 2 jours de fractionnement et 22 jours de RTT)
- Rémunération statutaire à laquelle s'ajoute une indemnité de sujétions et d'expertise (IFSE) et un complément indemnitaire annuel (CIA)
- Possibilité de télétravail
- Titres restaurant d'une valeur faciale de 7,50EUR (participation à hauteur de 4,50EUR par la collectivité)
- Comité des OEuvres Sociales (association permettant de bénéficier d'aides et de tarifs privilégiés : loisirs, vacances, aides individuelles et aux familles)
- Participation à la complémentaire santé et prévoyance (sous conditions)
- Participation aux frais et abonnements de transports pour les trajets domicile-travail (abonnement aux transports en commun, forfait mobilités durables pour les trajets en vélo, en vélo électrique et en tant que conducteur ou passager en covoiturage).

Le Conseil départemental de la Haute-Savoie s'engage en faveur de l'accueil et de l'intégration des personnes en situation de handicap.